

# Vive la révolution indonésienne !

La radicalisation des masses indonésiennes s'était manifestée l'été dernier sous la forme de victoires électorales impressionnantes du P.C. indonésien. L'instabilité qui a caractérisé le pouvoir de la bourgeoisie indigène depuis des années devenait de plus en plus grande. Des chefs militaires réactionnaires s'étaient révoltés dans l'île de Sumatra. Le président Sukarno envisageait d'établir un régime de « démocratie dirigée », c'est-à-dire de dictature; les dirigeants communistes étaient prêts à l'appuyer, plutôt que de mettre le cap sur la lutte pour le pouvoir.

Le rapport des forces, cependant, devenait de plus en plus favorable aux masses et le gouvernement Sukarno cherchait à endiguer la montée et à contrôler les masses. Il espérait pouvoir le faire en tournant celles-ci contre les Hollandais à propos de l'affaire de l'Irian (Nouvelle-Guinée occidentale).

Les Hollandais prétendent que l'Irian n'a rien à voir avec l'Indonésie, que ce n'est pas la même race, etc... Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que l'Irian est une excellente position stratégique pour faire pression sur l'Indonésie où les intérêts de l'impérialisme hollandais sont tout à fait considérables.

Depuis un certain temps, les masses piétinaient, car la direction du P.C. indonésien ne leur donnait aucun objectif. Mais, quand le président Sukarno fit appel aux masses pour soutenir l'intervention de l'Indonésie aux Nations Unies sur la question de l'Irian, ce fut interprété par les masses comme un signal pour l'action.

On sait ce qui se passa. Les masses s'attaquèrent directement aux possessions du capital hollandais en Indonésie: banques, transports, plantations, etc... On assiste à un véritable début de révolution. Les masses s'emparent des entreprises, expropriant les anciens maîtres hollandais, apposant sur ces entreprises des affiches indiquant qu'elles sont devenues la propriété du peuple indonésien.

Il faut remarquer que, dans la lutte, c'est la centrale syndicale Sobsi qui se trouve à la tête des actions de masse, tandis que l'on entend

peu parler du P.C. indonésien. Il est vrai que celui-ci exerce une grande influence sur la centrale Sobsi, mais en ne prenant pas position, il n'apporte aucune solution au mouvement quant à la question décisive du pouvoir.

De ce fait, et bien que le rapport de forces soit éminemment favorable, la révolution indonésienne peut se trouver placée rapidement dans une situation dangereuse, car la bourgeoisie indigène sait que ce ne sont pas seulement les propriétés hollandaises, mais toutes les propriétés capitalistes — indigènes comprises — qui sont en cause.

Sans perdre de temps, le gouvernement bourgeois de Sukarno a coiffé les mouvements des masses de son autorité, en plaçant les entreprises sous son propre contrôle.

Cette démarche fait aussitôt apparaître la question du pouvoir, de sa nature. Restera-t-il aux mains de la bourgeoisie ou les travailleurs instaureront-ils leur propre pouvoir?

Dès maintenant il est question de multiples pressions et contre-pressions autour du pouvoir. Sukarno restera-t-il? Partira-t-il pour céder la place à une équipe militaire ou à une équipe politique contrôlée par le réactionnaire Hatta? Dans toute cette situation la direction du P.C. indonésien est muette, au lieu d'appeler les masses à créer des Comités et à s'orienter vers le pouvoir à ces Comités.

Ce qui vient de se passer est déjà une défaite sérieuse pour l'impérialisme, pour le capitalisme dans le monde. L'Indonésie, c'est un pays de 85 millions d'habitants, riche surtout en caoutchouc et en étain. Mais le glissement qui s'y opère affecte tout le Sud-Ouest asiatique.

Aussi comprend-on qu'en plus des inquiétudes manifestées à l'OTAN, on assiste aussi de la part de Nehru à des interventions encore discrètes pour éviter que les choses échappent à tout contrôle bourgeois en Indonésie. C'est si près de la Malaisie, de l'Inde! Tout l'échafaudage difficilement établi serait ébranlé et on pourrait avoir une nouvelle affaire de type chinois.

## LES TRAVAILLEURS DE CEYLAN

### sortent renforcés de leurs grèves contre le gouvernement

La Fédération des syndicats des travailleurs de l'Etat lança un appel de grève pour le 16 novembre à minuit. La grève dura jusqu'au 22 novembre à 6 heures du matin. Les travailleurs obtinrent des concessions substantielles sur un accord provisoire, l'accord définitif devant être signé le 29. Les grévistes obtinrent en outre deux journées de grève payées et un billet gratuit pour leur retour aux ateliers.

Toute la vie du pays fut dérangée. 85.000 travailleurs firent grève, entre autre les cheminots, les travaux publics, les services électriques et dans le port de Colombo.

Sur tout le réseau ferré, environ dix trains gardés circulaient dans le jour, aucun trafic de nuit. Les principales entreprises étaient paralysées. Furent également atteints par le mouvement des fermes étatiques et des stations agricoles, des services d'irrigation, etc...

L'arrêt des chemins de fer se répercuta dans toute l'économie. Le courrier fut peu transporté. Les écoles étaient peu fréquentées. Les journaux du soir ne paraissaient pas. Les trams et trolleybus étaient réduits.

Il n'y eut pas d'incidents violents, bien que le gouvernement s'efforça de briser la grève; mais il le fit par des moyens de procédure qui échouèrent. Les syndicats jaunes furent complètement mis hors de course.

Le premier ministre convoqua notre camarade N. M. Perera à un Conseil extraordinaire du gouvernement. Le camarade N. M. Perera exposa les revendications des grévistes. Il refusa d'entrer en négociations avec le gouvernement au nom de la Fédération syndicale, mais offrit d'organiser une entrevue d'une délégation de la

Fédération avec le gouvernement, ce qui fut accepté. Après diverses entrevues, l'accord se fit, les travailleurs obtenant des concessions substantielles.

Ensuite, les travailleurs du port de Colombo entrèrent à leur tour en grève. Au bout de six jours d'une grève qui fut générale, et malgré les efforts du syndicat contrôlé par le ministre Philip Gunawardene, les travailleurs obtinrent la journée de 8 heures, la semaine de 45 heures, un salaire consolidé, des augmentations de salaires...

Ainsi dix années après avoir été battus au cours d'une grève générale, les travailleurs d'Etat ont contraint le gouvernement à battre en retraite. Il y a dix ans, c'était contre le gouvernement du parti de l'U.N.P. L'an dernier les élections avaient porté au pouvoir le gouvernement du M.E.P. (de type Front populaire) et les ouvriers ont espéré pendant toute une période que ce gouvernement tiendrait ses promesses. Mais il se lança dans des questions de lutte entre communautés pour faire diversion. Les ouvriers au bout de 19 mois réagèrent.

La lutte a fait réfléchir certains politiciens bourgeois qui demandent maintenant que soit abaissé le prix du riz à 20 cents, alors que peu de temps auparavant ils dénonçaient comme des saboteurs nos camarades du L.S.S.P. qui avaient demandé que ce prix soit abaissé à 25 cents!

La grève marque un tournant dans la situation politique à Ceylan. Toutes les catégories de travailleurs vont être stimulées par la victoire remportée par les travailleurs d'Etat.

Elle se situe, également, dans une poussée générale du sud-ouest asiatique dont la manifesta-

## A L'AIDE DES REVOLUTIONNAIRES HONGROIS

Kadar avait, il y a plusieurs mois, procédé à un procès public contre des gens dont l'activité au cours de la révolution hongroise pouvait avoir quelque chose de douteux. Mais depuis, contre ceux qui ont eu des objectifs socialistes antibureaucratiques, il procède à des procès à huis-clos, dont on apprend la tenue seulement par les rumeurs et surtout par les condamnations annoncées après coup. Ce fut tout d'abord l'écrivain Tibor Dery et trois autres intellectuels du cercle Petöfi. Maintenant, le bruit très fondé court d'un procès contre le général Maleter et d'un procès contre Sandor Racz, le jeune ajusteur qui dirigea le Conseil central ouvrier de Budapest.

Halte au bourreau! Il faut que l'opinion publique ouvrière soit alertée pour qu'elle sauve la vie des combattants de la révolution hongroise.

## EN BOLIVIE LES MASSES SE MOBILISENT CONTRE LES POUVOIRS SPECIAUX

La presse capitaliste et pro-impérialiste de Bolivie dénonce violemment les réactions des masses contre la prolongation des pouvoirs spéciaux demandée par le gouvernement Siles.

Ces pouvoirs visent à faire appliquer le « programme de stabilisation » élaboré par les experts de l'impérialisme et du gouvernement. La presse réactionnaire attribue la mobilisation des masses contre ces pouvoirs principalement au P.O.R. (section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui, selon le journal gouvernemental « Nacion », garde « l'initiative » dans la lutte contre le gouvernement.

Le même journal, en date du 1<sup>er</sup> décembre, publie sur plusieurs colonnes de sa première page, une photocopie de la couverture de l'organe du P.O.R. « Lucha Obrera » et consacre tout un article pour dénoncer la collision des « trotskystes » et de la gauche de la C.O.B. (la C.G.T. bolivienne).

Les journaux réactionnaires, d'autre part, font presque quotidiennement grand cas de la constitution d'un bloc parlementaire des députés mineurs et de l'activité de ce bloc qu'ils qualifient de « trotskyste ». Participent à ce bloc les députés mineurs Alberto Jara, Noël Vasquez, Felipe Bernal, Nicolo Aracena, Gabriel Porcel, Armando Morales, Pedro Arismendi. Ce bloc a pris nettement position contre les pouvoirs spéciaux, en s'adressant directement à la nation, en dénonçant le régime anti-démocratique de la Chambre et en organisant la résistance des mineurs aux mesures réactionnaires du gouvernement. Il oppose au programme de « stabilisation » capitaliste de celui-ci son propre programme ouvrier résumé en 15 points.

Ce programme, le député Morales l'a analysé récemment dans un discours à la Chambre des Députés qui a soulevé un très grand intérêt dans tout le pays. Du fait que ce programme reprend pour l'essentiel le propre programme du P.O.R., la presse réactionnaire fulmine contre les trotskystes, contre le P.O.R. accusé d'être « l'éminence grise » de la vaste mobilisation des masses qui ne cesse de monter actuellement en Bolivie.

## LES TROTSKYSTES GRECS AU TRAVAIL

Le Parti Communiste Internationaliste (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale) qui n'a cessé de poursuivre la lutte pour le programme trotskyste dans l'illégalité depuis une dizaine d'années a publié, sous forme d'une brochure imprimée, le texte du Manifeste du 5<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale.

« La Vérité des Travailleurs », à cette occasion, adresse ses chaleureuses salutations fraternelles à nos amis grecs.

La plus éclatante est constituée par le mouvement révolutionnaire d'Indonésie.

Dans cette situation, les militants du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) ont été les animateurs du combat, et notre section sœur a accru son autorité sur les masses ceylanaises, la renforçant dans sa marche vers le pouvoir.